

MESSAGE N° 208
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de loi modifiant
certaines dispositions de procédure pénale

5 juillet 2005

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi modifiant certaines dispositions de procédure pénale (ci-après: le projet).

1. GÉNÉRALITÉS

1.1 Le code de procédure pénale du 14 novembre 1996 (CPP), la loi du 15 novembre 1990 sur la Police cantonale (LPol), la loi du 12 novembre 1981 d'application de la législation fédérale sur la circulation routière (LALCR) et la loi du 13 février 1996 instituant un fonds pour la lutte contre les toxicomanies doivent être adaptés sur plusieurs points. Ces adaptations concernent essentiellement des dispositions de procédure pénale.

Ces modifications ont plusieurs origines. L'une d'elles fait suite à une intervention parlementaire (motion Louis-Marc Perroud/Charles-Antoine Hartmann concernant la dictée du procès-verbal au pénal), d'autres à des propositions du Tribunal cantonal tendant à diminuer la charge de travail des tribunaux et à lutter contre des procédés abusifs; d'autres encore sont dues à diverses modifications du droit fédéral. Ces dernières modifications concernent toutes des lois fédérales déjà en vigueur, dont les dispositions sont donc déjà appliquées (protection des enfants victimes d'infractions; partage des valeurs patrimoniales confisquées; constat de l'incapacité de conduire; prélèvement et analyse d'ADN; surveillance de la correspondance par poste et télécommunication).

1.2 La Direction de la sécurité et de la justice a mis en consultation un projet de loi modificatrice auprès des organes directement concernés, notamment auprès du pouvoir judiciaire et de l'Ordre des avocats (OAF). Toutes les propositions contenues dans l'avant-projet ont été acceptées, sauf celles visant à supprimer certains recours (recours contre les décisions de renvois en jugement et recours du lésé qui ne serait pas victime LAVI). L'OAF a combattu ces propositions, estimant, pour diverses raisons, que la suppression du droit de recours n'était pas acceptable.

1.3 Les incidences financières et en personnel des modifications proposées sont difficiles à estimer en l'état. Les incidences financières liées à l'introduction de la dictée du procès-verbal au pénal ne sont en l'état pas chiffrables. On relèvera simplement à cet égard que la dictée du procès-verbal (cf. art. 54 al. 1, 1^{re} phr., CPP tel que proposé) allongera les séances et entraînera une augmentation des indemnités versées aux défenses d'office; à l'inverse, le recours aux secrétaires pour la rédaction directe du procès-verbal permettra de réaliser des économies sur les travaux de secrétariat après séance, tout en libérant le greffier pour d'autres tâches. Par ailleurs, la suppression du recours contre les décisions de renvois en jugement (cf. art. 166 CPP, tel qu'abrogé) et la suppression du recours du lésé qui ne serait pas une victime LAVI (cf. art. 196 let. c CPP, tel que proposé) vont très certainement engendrer des économies financières. Quant aux autres modifications, exigées par le droit

fédéral, elles n'auront pas d'incidences notables, les dispositions du droit fédéral étant déjà matériellement appliquées.

Pour le surplus, le projet n'a pas d'influence sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes et n'est pas soumis au référendum financier. Il est conforme au droit fédéral et est eurocompatible.

2. BREF COMMENTAIRE DES DISPOSITIONS

2.1 Ad Art. 1 du projet *Modifications du code de procédure pénale*

Ad art. 54 al. 1, 1^{re} phr., CPP (Forme du procès-verbal: dictée de celui-ci)

L'article 54 al. 1, 1^{re} phr., CPP est modifié pour donner suite à la motion Louis-Marc Perroud/Charles-Antoine Hartmann (BGC 2004 p. 652 et 788; BGC 2004 p. 1809, 1810, 1818 et 1819). Cette motion – prise en considération par le Grand Conseil le 14 décembre 2004 – exige la dictée du procès-verbal par l'autorité pénale compétente (président du tribunal pénal ou juge d'instruction). Dans la pratique, le procès-verbal pourra être tenu soit pas le greffier, soit par une secrétaire. D'après ce qui est prévu, la présence du greffier aux débats ne sera plus obligatoire (cf. aussi la modification de l'art. 167 al. 1, 1^{re} phr., CPP, commentée ci-dessous).

Ad art. 87 et art. 161 al. 1 let. d CPP (Réserve concernant les enfants victimes d'infractions)

L'article 87 CPP réserve, dans certains domaines, les règles de la législation sur l'aide aux victimes d'infractions (cf. notamment la loi fédérale du 4 octobre 1991 sur l'aide aux victimes d'infractions, LAVI). Par une modification du 23 mars 2001, l'Assemblée fédérale a amélioré la protection des enfants victimes d'infractions dans la procédure pénale (cf. la loi fédérale du 23 mars 2001 modifiant la LAVI).

L'article 87 CPP est complété pour tenir compte de ces nouveaux droits, qui concernent l'audition des enfants (cf. art. 10c LAVI) et la confrontation entre le prévenu et l'enfant (cf. art. 10b LAVI). Une nouvelle lettre est par ailleurs introduite à l'article 161 al. 1 CPP pour y mentionner les cas de classement de la procédure prévus par l'article 10d LAVI.

A remarquer que tous ces droits sont déjà matériellement appliqués depuis l'entrée en vigueur, le 1^{er} octobre 2002, des nouvelles dispositions de la LAVI.

Ad art. 125 al. 4 CPP (Réserve de la législation réglant la confiscation et le partage des valeurs patrimoniales confisquées)

Le 1^{er} août 2004 est entrée en vigueur la loi fédérale du 19 mars 2004 sur le partage des valeurs patrimoniales confisquées (LVPC). La Direction de la sécurité et de la justice a pris, le 31 août 2004, certaines mesures urgentes d'application de dite loi. Il a notamment été prévu qu'il incombe au greffier de l'autorité qui prononçait de façon définitive la confiscation d'informer de ce fait le Service de la justice, lorsque les montants confisqués bruts étaient égaux ou supérieurs à 100 000 francs; ce service était par ailleurs désigné comme le correspondant vis-à-vis de l'Office fédéral de la justice.

La réserve de l'article 125 al. 4 CPP telle qu'actuellement formulée doit être modifiée pour tenir compte de cette nouvelle législation. A noter que le Conseil d'Etat devra encore prendre une ordonnance d'exécution concernant cette loi fédérale. Même si celle-ci est déjà en vigueur, aucun cas d'application ne s'est présenté depuis août 2004.

L'entrée en vigueur de ce nouveau droit fédéral exige aussi la modification de la loi du 13 février 1996 instituant un fonds pour la lutte contre les toxicomanies (cf. art. 4 du projet, commenté ci-dessous).

Ad art. 132 et 133a (nouveau) CPP (Compétences spéciales des officiers de police judiciaire; renvoi à la LALCR)

L'article 132 CPP fixe actuellement la compétence des officiers de police judiciaire (compétence générale pour ordonner des contrôles d'urine et compétence, en matière de circulation routière, pour ordonner une prise de sang).

Depuis le 1^{er} janvier 2005 sont en vigueur les nouvelles dispositions fédérales concernant le constat d'ivresse et d'influence des stupéfiants/médicaments des usagers de la route (cf. notamment l'art. 55 de la loi fédérale sur la circulation routière dans sa nouvelle teneur suite à la modification du 14 décembre 2001, ainsi que les art. 138 à 142c de l'ordonnance fédérale réglant l'admission à la circulation routière concernant la constatation de l'incapacité de conduire). Ces dispositions prévoient diverses mesures (alcootest, contrôle d'urine, contrôle de la salive, prise de sang).

Au vu de la spécificité de la matière, il convient d'ancrer les dispositions cantonales d'exécution dans la loi du 12 novembre 1981 d'application de la législation fédérale sur la circulation routière (LALCR) (cf. art. 3 du projet). L'article 132 CPP doit donc être restreint dans son champ d'application et une réserve de la législation sur la circulation routière doit être introduite pour ce qui est du constat de l'incapacité de conduire (cf. art. 133a CPP tel que proposé).

Le projet propose aussi d'étendre les compétences de l'officier de police judiciaire aux prises de sang, et ce de façon générale. Cette extension se justifie pour des motifs d'efficacité.

A remarquer que les nouvelles dispositions de la législation fédérale en vigueur sont déjà appliquées depuis le 1^{er} janvier 2005.

Ad section 9a (nouvelle,) art. 133b CPP (nouveau) et 140 al. 3 CPP (Réserve de la législation sur les profils d'ADN et fixation, dans le CPP, des compétences du juge d'instruction)

Le 1^{er} janvier 2005 est entrée en vigueur la législation fédérale sur les profils d'ADN (loi fédérale du 20 juin 2003 sur les profils d'ADN et ordonnance du 3 décembre 2004 sur les profils d'ADN). La Direction de la sécurité et de la justice a pris le 1^{er} février 2005 certaines mesures urgentes d'application de cette législation; elle a notamment désigné la Police cantonale, par son Service d'identification judiciaire (SIJ), en qualité de service central chargé d'effectuer les communications à l'Office fédéral de la justice et prévu quelques règles (provisoires) concernant l'effacement d'office de profils d'ADN. A remarquer que la Police cantonale, toujours par le SIJ, a aussi été désignée comme autorité compétente pour or-

donner des mesures d'investigation ADN hors procédure pénale.

Une nouvelle section (9a) est introduite, avec un nouvel article, pour faire figurer cette (importante) mesure de contrainte dans le CPP. A remarquer que le Conseil d'Etat devra encore prendre une ordonnance d'exécution concernant cette législation fédérale.

L'article 133b (nouveau) CPP prévoit en son alinéa 1 une disposition renvoi. L'article 140 al. 3 CPP, réservé à l'article 133b al. 2, est quant à lui complété pour y faire figurer la compétence du juge d'instruction, en cas de décès, s'agissant des prélèvements d'ADN (cf. art. 4 de la loi sur les profils d'ADN: relevé de traces et prélèvement des échantillons sur les personnes décédées).

La compétence de la police pour ordonner l'identification par l'ADN hors procédure pénale est désormais rappelée implicitement dans la loi sur la Police cantonale (cf. art. 2 du projet commenté ci-dessous).

A remarquer que la législation sur les profils d'ADN est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005. Elle est matériellement appliquée depuis le 1^{er} février 2005.

Ad art. 134 CPP et 135 à 138 CPP (Abrogation des articles 134 à 138 CPP et introduction d'un art. renvoi)

La loi fédérale du 6 octobre 2000 sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication (LSCPT) et l'ordonnance fédérale sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication (OSCPT) sont en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2002. Ces dispositions remplacent matériellement, depuis cette date, les articles 134 à 138 CPP, sauf pour ce qui est de l'utilisation, par la Police cantonale, d'appareils techniques de surveillance.

Un article (art. 134 CPP, nouveau) est introduit d'une part pour faire office de renvoi (cf. al. 1) et, d'autre part, pour fixer dans la loi les compétences du juge d'instruction (cf. al. 2; art. 6 LSCPT), du président de la Chambre pénale (cf. al. 2; art. 7 LSCPT) et de la Chambre pénale (cf. al. 3; art. 10 al. 5 LSCPT).

L'alinéa 4 de l'article concerne l'utilisation, par la Police cantonale, d'appareils techniques de surveillance (vidéo, etc.). Comme c'est le cas actuellement, les dispositions de fond du droit fédéral et celles concernant les compétences s'appliquent à cette matière.

Ad art. 166 CPP (Suppression du recours contre les décisions de renvoi en jugement)

L'article 166 CPP est abrogé pour donner suite à une demande du Tribunal cantonal, exprimée à l'occasion du Rapport de celui-ci pour l'exercice 2003 (cf. p. 4, ch. 1.5 dudit rapport). De l'avis de cette autorité de surveillance, ce genre de recours est souvent déposé à titre dilatoire. L'avant-projet de code de procédure pénale suisse et d'autres codes de procédure pénale cantonaux ne prévoient par ailleurs pas ce droit de recours.

A remarquer que ce droit de recours concerne des situations que le tribunal saisi sur le fond doit de toute façon examiner. En effet, ce tribunal, par son président, doit examiner d'office sa compétence et ordonner la réouverture de l'instruction en cas de lacunes importantes de celle-ci ou lorsque les conditions d'un non-lieu sont réalisées (cf. art. 171 al. 2 let. a CPP). Ce droit de recours est donc inutile.

Ad art. 167 al. 1, 1^{re} phr. (Présence facultative du greffier aux débats)

L'article 167 al. 1, 1^{re} phr., est modifié pour y introduire une exception au principe qui veut que la composition du tribunal (juges et greffiers) soit la même pendant les phases de la procédure de jugement (débats, délibérations, vote). Le projet dispose ainsi que le greffier n'a plus l'obligation de participer aux débats; comme déjà dit, un secrétaire pourra fonctionner comme teneur du procès-verbal des débats.

Ad art. 196 let. c CPP (Limitation, au lésé LAVI, du droit de recourir du lésé)

L'article 196 let. c CPP est modifié pour donner suite à une demande du Tribunal cantonal, exprimée à l'occasion du Rapport de celui-ci pour l'exercice 2003 (cf. p. 4, ch. 1.5 dudit rapport). En limitant la qualité pour recourir du lésé à celui qui est lésé au sens de la LAVI, il s'agit d'éviter des abus. A remarquer que le lésé au sens de la LAVI est celui qui, du fait de l'infraction, subit une atteinte directe à son intégrité corporelle sexuelle ou psychique. La limitation, à une victime LAVI, du droit de recourir se justifie car, de l'avis du Tribunal cantonal, seule une telle victime a droit à la protection particulière qui consiste à pouvoir recourir (par ex.: réclamation, recours à la Chambre pénale, relief, appel, ...). L'on ne doit par ailleurs pas perdre de vue, dans ce débat, que la défense de l'intérêt général incombe au Ministère public.

2.2 Ad art. 2 du projet Modification de la loi sur la Police cantonale

L'article 2 du projet introduit un nouvel alinéa 5 à l'article 33 de la loi du 15 novembre 1990 sur la Police cantonale (LPol; RSF 551.1). Il s'agit d'un alinéa renvoyant à la législation spéciale sur les profils d'ADN. Cela dit, les cas visés sont limités: mesures d'identification ADN opérées par la Police cantonale lorsque celle-ci est habilitée à agir de son chef. Il s'agira essentiellement de mesures d'investigation hors procédure pénale (cf. par ex. l'identification de victimes de catastrophes naturelles).

A remarquer que la Police cantonale est déjà compétente, en droit actuel, pour ce genre de mesure (cf. l'énumération exemplative figurant à l'article 33 al. 1 LPol). La réserve prévue à l'article 33 al. 5 LPol, telle qu'introduite par le projet, se justifie toutefois du fait que les conditions et modalités de l'intervention de la Police cantonale dans ce domaine seront exclusivement fixées par le droit fédéral, le cas échéant par l'ordonnance du Conseil d'Etat. Ainsi, l'établissement de profils d'ADN sur des personnes décédées ou des personnes qui ne peuvent donner d'information sur leur identité doit être effectué sur la base de l'article 6 de la loi fédérale et la Police cantonale devra faire procéder à la destruction de l'échantillon prélevé sur la personne après l'identification de celle-ci (cf. art. 9 al. 1 let. d de la loi fédérale).

2.3 Ad art. 3 du projet Modification de la loi d'application de la législation fédérale sur la circulation routière

Comme le propose le projet, les compétences en ce qui concerne la constatation de l'incapacité de conduire seraient fixées dans la loi du 12 novembre 1981 d'appli-

tion de la législation fédérale sur la circulation routière (LALCR; RSF 781.1). L'article (actuel) 21 LALCR doit être adapté au nouveau droit fédéral déjà évoqué ci-dessus.

Sur le fond, les compétences sont réparties, à l'instar du droit actuel, entre les agents de la Police cantonale, les officiers de police judiciaire et les juges d'instruction, selon l'importance des mesures envisagées. Les conditions qui rendent possibles toutes ces mesures découlent du droit fédéral.

Comme déjà dit, la nouvelle législation fédérale est en vigueur et est appliquée depuis le 1^{er} janvier 2005.

2.4 Ad art. 4 du projet Modification de la loi instituant un fonds pour la lutte contre les toxicomanies

La législation sur le partage des valeurs patrimoniales confisquées doit être réservée dans la loi du 13 février 1996 instituant un fonds pour la lutte contre les toxicomanies (RSF 821.44.4) (cf. art. 1 al. 4 de dite loi, tel que proposé). Par ailleurs, il convient d'abroger l'article 3 al. 2 de dite loi. Il appartiendra au Conseil d'Etat, comme déjà dit, de régler formellement, dans une ordonnance, la procédure de détail applicable globalement à l'exécution de la législation fédérale et de la loi cantonale instituant ce fonds spécial (informations transmises par les greffiers; organes compétents pour procéder au virement des montants à la Confédération, à la Trésorerie d'Etat ou au Fonds destinés à la lutte contre les toxicomanies).

2.5 Ad art. 5 du projet Entrée en vigueur

Les modifications prévues par le présent projet devraient entrer en vigueur formellement le 1^{er} janvier 2006 même si, comme on l'a vu, plusieurs dispositions sont déjà matériellement en vigueur du fait de l'entrée en vigueur de lois fédérales avant cette date.

Nous vous invitons à adopter ce projet de loi.

**BOTSCHAFT Nr. 208 5. Juli 2005
des Staatsrats an den Grossen Rat
zum Entwurf des Gesetzes zur Änderung verschiedener strafprozessualer Bestimmungen**

Wir unterbreiten Ihnen hiermit einen Gesetzesentwurf (Entwurf) zur Änderung verschiedener strafprozessualer Bestimmungen.

1. ALLGEMEINES

1.1 Die Strafprozessordnung vom 14. November 1996 (StPO), das Gesetz vom 15. November 1990 über die Kantonspolizei (PolG), das Gesetz vom 12. November 1981 zur Ausführung der Bundesgesetzgebung über den Strassenverkehr (AGSVG) und das Gesetz vom 13. Februar 1996 über den Fonds für die Bekämpfung der Drogenabhängigkeit müssen in

mehreren Punkten angepasst werden. Diese Anpassungen betreffen hauptsächlich strafprozessuale Bestimmungen.

Diese Änderungen beruhen auf mehreren Begebenheiten. Die eine erfolgt im Anschluss an eine parlamentarische Intervention (Motion Louis-Marc Perroud/Charles-Antoine Hartmann betreffend die Diktierung des Protokolls im Strafwesen), andere sind auf Vorschläge des Kantonsgerichts zur Verminderung der Arbeitslast der Gerichte und zur Bekämpfung missbräuchlicher Vorgehensweisen zurückzuführen; wiederum andere erfolgen aufgrund von verschiedenen Änderungen des Bundesrechts. Die letztgenannten Änderungen betreffen alle Bundesgesetze, die bereits in Kraft sind und deren Bestimmungen schon angewendet werden (Schutz von Kindern als Opfer von Widerhandlungen; Teilung der eingezogenen Vermögenswerte; Feststellung der Fahrfähigkeit; Probenahme und DNA-Analyse; Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs).

- 1.2 Die Sicherheits- und Justizdirektion hat bei den direkt betroffenen Organen, namentlich bei den Gerichtsbehörden und beim Anwaltsverband (OAF) einen Gesetzesänderungsentwurf in die Vernehmlassung gegeben. Alle im Vorentwurf enthaltenen Vorschläge sind befürwortet worden, mit Ausnahme der Bestimmungen zur Aufhebung gewisser Beschwerden (Beschwerde gegen Überweisungsverfügungen und Beschwerde des Geschädigten, der nicht Opfer nach OHG ist). Der OAF hat diese Vorschläge bekämpft, da er aus verschiedenen Gründen die Ansicht vertrat, dass die Aufhebung des Beschwerde-rechts nicht akzeptierbar sei.
- 1.3 Die Auswirkungen der vorgeschlagenen Änderungen in finanzieller und personeller Hinsicht sind im Moment schwer einzuschätzen. Die finanziellen Folgen in Zusammenhang mit der Einführung der Diktierung des Protokolls im Strafbereich können zurzeit nicht beziffert werden. Hervorzuheben ist diesbezüglich lediglich, dass die Diktierung des Protokolls (vgl. Art. 54 Abs. 1, 1. Satz, StPO in der vorgeschlagenen Fassung) die Sitzungen verlängern und eine Zunahme der den amtlichen Verteidigern zu entrichtenden Entschädigungen zur Folge haben wird; im Gegenzug wird die Inanspruchnahme von Sekretariatspersonal für die direkte Abfassung des Protokolls Einsparungen bei den Sekretariatsarbeiten nach den Verhandlungen ermöglichen und gleichzeitig erlauben, die Gerichtsschreiber für andere Aufgaben einzusetzen. Des Weiteren wird die Aufhebung der Beschwerde gegen Überweisungsverfügungen (vgl. Aufhebung von Art. 166 StPO) und die Aufhebung der Beschwerde des Geschädigten, der nicht Opfer gemäss OHG ist (vgl. Art. 196 Bst. c StPO in der vorgeschlagenen Fassung), ohne Zweifel Einsparungen erlauben. Was die übrigen, durch Bundesrecht erforderlichen Änderungen anbelangt, werden diese keine namhaften Auswirkungen haben, werden die Bestimmungen des Bundesrechts doch bereits materiell angewendet.

Im Übrigen hat der Entwurf keinen Einfluss auf die Verteilung der Aufgaben zwischen Staat und Gemeinden, und er untersteht nicht dem Finanzreferendum. Er entspricht dem Bundesrecht und ist eurokompatibel.

2. KURZE ERLÄUTERUNG DER BESTIMMUNGEN

2.1 Ad Art. 1 des Entwurfs *Änderungen der Strafprozessordnung*

Ad Art. 54 Abs. 1, 1. Satz, StPO (Form des Protokolls: Diktierung)

Artikel 54 Abs. 1, 1. Satz, StPO wird geändert, um der Motion Louis-Marc Perroud/Charles-Antoine Hartmann Folge zu geben (TGR 2004 S. 652 und 788; TGR 2004 S. 1809, 1810, 1818 und 1819). Diese – vom Grossen Rat am 14. Dezember 2004 erheblich erklärte – Motion verlangt die Diktierung des Protokolls durch die zuständige Strafbehörde (Präsident des Straferichters oder Untersuchungsrichter). In der Praxis wird das Protokoll entweder durch den Gerichtsschreiber oder durch eine Sekretärin geführt werden können. Den Vorschlägen zufolge wird die Anwesenheit des Gerichtsschreibers an den Verhandlungen nicht mehr Pflicht sein (vgl. auch die Änderung des Art. 167 Abs. 1, 1. Satz, StPO gemäss Erläuterung weiter unten).

Ad Art. 87 und Art. 161 Abs. 1 Bst. d StPO (Vorbehalt betreffend die Kinder als Opfer von Straftaten)

Artikel 87 StPO setzt in gewissen Bereichen einen Vorbehalt zu Gunsten der Gesetzgebung über die Hilfe an Opfer von Straftaten (vgl. namentlich das Bundesgesetz vom 4. Oktober 1991 über die Hilfe an Opfer von Straftaten, OHG). Mit einer Änderung vom 23. März 2001 hat die Bundesversammlung den Schutz von Kindern als Opfer im Strafverfahren verbessert (vgl. Bundesgesetz vom 23. März 2001 zur Änderung des OHG).

Artikel 87 StPO wird ergänzt, um diesen neuen Rechten, die die Einvernahme von Kindern (vgl. Art. 10c OHG) und die Gegenüberstellung von Kindern und Beschuldigten (vgl. Art. 10b OHG) betreffen, Rechnung zu tragen. Im Übrigen wird in Artikel 161 Abs. 1 StPO ein neuer Buchstabe eingeführt, um die in Artikel 10d OHG vorgesehenen Fälle der Einstellung des Verfahrens mit einzu-beziehen.

Hervorzuheben ist, dass all diese Rechte seit Inkrafttreten der neuen Bestimmungen des OHG bereits materiell angewendet werden.

Ad Art. 125 Abs. 4 StPO (Vorbehalt der Gesetzgebung über die Einziehung und die Teilung von eingezogenen Vermögenswerten)

Am 1. August 2004 ist das Bundesgesetz vom 19. März 2004 über die Teilung eingezogener Vermögenswerte (TEVG) in Kraft getreten. Die Sicherheits- und Justizdirektion hat am 31. August 2004 einige dringliche Massnahmen zur Ausführung dieses Gesetzes getroffen. Es wurde vorgesehen, dass es dem Gerichtsschreiber jener Behörde, die die definitive Einziehung anordnet, obliegt, das Amt für Justiz darüber zu orientieren, wenn die eingezogenen Vermögenswerte brutto 100 000 Franken oder mehr betragen; dieses Amt war im Übrigen als Ansprechpartner gegenüber dem Bundesamt für Justiz bezeichnet worden.

Der Vorbehalt in Artikel 125 Abs. 4 stoppt, wie er gegenwärtig formuliert ist, muss geändert werden, um dieser neuen Gesetzgebung Rechnung zu tragen. Zu bemerken ist, dass der Staatsrat hinsichtlich dieses Bundesgesetzes

noch eine Vollzugsverordnung wird erlassen müssen. Obwohl das Gesetz selber bereits in Kraft ist, ist seit August 2004 noch kein entsprechender Anwendungsfall aufgetreten.

Das Inkrafttreten dieses neuen Bundesrechts erfordert ebenfalls die Änderung des Gesetzes vom 13. Februar 1996 über den Fonds für die Bekämpfung der Drogenabhängigkeit (vgl. Art. 4 des Entwurfs, gemäss Erläuterung weiter unten).

Ad Art. 132 und 133a (neu) StPO (Besondere Zuständigkeit der Offiziere der Gerichtspolizei; Verweisung auf das AGSVG)

Artikel 132 StPO legt gegenwärtig die Zuständigkeit der Offiziere der Gerichtspolizei fest (allgemeine Zuständigkeit zur Anordnung einer Urinuntersuchung und Zuständigkeit zur Anordnung einer Blutentnahme im Strassenverkehrsbereich).

Seit dem 1. Januar 2005 sind die neuen Bundesbestimmungen betreffend die Feststellung von Angetrunkenheit oder des Einflusses von Betäubungs-/Arzneimitteln bei Verkehrsteilnehmern in Kraft (vgl. namentlich Art. 55 des Strassenverkehrsgesetzes in seiner neuen Fassung nach der Änderung vom 14. Dezember 2001 sowie die Art. 138 – 142c der eidgenössischen Verkehrszulassungsverordnung hinsichtlich der Feststellung der Fahrfähigkeit). Diese Bestimmungen sehen verschiedene Massnahmen vor (Atem-Alkoholprobe, Urinprobe, Speichelprobe, Blutprobe).

In Anbetracht der Besonderheit der Materie ist es angebracht, die kantonalen Vollzugsbestimmungen im Gesetz vom 12. November 1981 zur Ausführung der Bundesgesetzgebung über den Strassenverkehr (AGSVG) (vgl. Art. 3 des Entwurfs) zu verankern. Artikel 132 StPO muss folglich in seinem Anwendungsbereich beschränkt werden, und es ist hinsichtlich der Feststellung der Fahrfähigkeit ein Vorbehalt zu Gunsten der Strassenverkehrsgesetzgebung einzuführen (vgl. Art. 133a StPO in der vorgeschlagenen Fassung).

Gemäss Entwurf wird auch vorgeschlagen, die Zuständigkeit des Offiziers der Gerichtspolizei allgemein auf die Anordnung der Entnahme von Blutproben auszudehnen. Diese Kompetenzerweiterung rechtfertigt sich aus Gründen der Effizienz.

Hervorzuheben ist, dass die neuen Bestimmungen der geltenden Bundesgesetzgebung bereits seit dem 1. Januar 2005 angewendet werden.

Ad Abschnitt 9a (neu), Art. 133b StPO (neu) und 140 Abs. 3 StPO (Vorbehalt der DNA-Profil-Gesetzgebung und Festsetzung der Zuständigkeit des Untersuchungsrichters in der StPO)

Am 1. Januar 2005 ist die eidgenössische DNA-Profil-Gesetzgebung (DNA-Profil-Gesetz vom 20. Juni 2003 und DNA-Profil-Verordnung vom 3. Dezember 2004) in Kraft getreten. Die Sicherheits- und Justizdirektion hat am 1. Februar 2005 gewisse dringliche Massnahmen zum Vollzug dieser Gesetzgebung getroffen; sie hat namentlich die Kantonspolizei beziehungsweise deren Erkennungsdienst (KTD) als Zentralstelle für die Mitteilungen an das Bundesamt für Justiz beauftragt und einige (provisorische) Regelungen betreffend die Löschung von DNA-Profilen von Amtes wegen getroffen. Zu bemerken ist auch, dass die Kantonspolizei, wiederum über den

KTD, auch als zuständige Behörde für die Anordnung von DNA-Ermittlungsmassnahmen ausserhalb eines Strafverfahrens bezeichnet worden ist.

Es wird ein neuer Abschnitt (9a) mit einem neuen Artikel eingeführt, um diese (wichtige) Zwangsmassnahme in der StPO einzuführen. Zu beachten ist, dass der Staatsrat hinsichtlich dieser Bundesgesetzgebung noch eine Vollzugsverordnung wird erlassen müssen.

Der (neue) Artikel 133b StPO sieht in Absatz 1 einen Verweis auf einen anderen Artikel vor. Artikel 140 Abs. 3 StPO, der in Artikel 133b Abs. 2 vorbehalten wird, erfährt seinerseits eine Ergänzung, um den Untersuchungsrichter für DNA-Probenahmen bei Leichen für zuständig zu erklären (vgl. Art. 4 des DNA-Profil-Gesetzes: Spurenerhebung und Probenahme bei toten Personen).

Die Zuständigkeit der Polizei zur Anordnung der Identifizierung mittels DNA-Profilen ausserhalb von Strafverfahren geht nunmehr implizit aus dem Gesetz über die Kantonspolizei hervor (vgl. den weiter unten erläuterten Art. 2 des Entwurfs).

Zu beachten ist, dass die DNA-Profil-Gesetzgebung seit dem 1. Januar 2005 in Kraft ist. Sie wird seit dem 1. Februar 2005 materiell angewendet.

Ad Art. 134 StPO und 135 – 138 StPO (Aufhebung der Artikel 134 – 138 StPO und Einführung einer Verweisung)

Das Bundesgesetz vom 6. Oktober 2000 betreffend die Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs (BÜPF) und die Verordnung über die Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs (VÜPF) sind seit dem 1. Januar 2002 in Kraft. Diese Bestimmungen ersetzen seit diesem Datum materiell die Artikel 134 – 138 StPO, ausgenommen was die Benützung von technischen Überwachungsgeräten durch die Kantonspolizei anbelangt.

Ein (neuer) Artikel (Art. 134) wird eingeführt, um einerseits eine Verweisung aufzunehmen (vgl. Abs. 1) und andererseits die Zuständigkeit des Untersuchungsrichters (vgl. Abs. 2; Art. 6 BÜPF), des Präsidenten der Strafammer (vgl. Abs. 2; Art. 7 BÜPF) und der Strafammer (vgl. Abs. 3; Art. 10 Abs. 5 BÜPF) festzulegen.

Absatz 4 dieses Artikels betrifft die Benützung von technischen Überwachungsgeräten (Video usw.) durch die Kantonspolizei. Wie bereits heute, sind die Grundsatzbestimmungen des Bundesrechts und jene über die Zuständigkeit in diesem Bereich anwendbar.

Ad Art. 166 StPO (Aufhebung der Beschwerde gegen die Überweisungsverfügungen)

Artikel 166 StPO wird aufgehoben. Damit wird dem durch das Kantonsgericht anlässlich seines Rechenschaftsberichts für das Jahr 2003 geäusserten Anliegen Folge gegeben (vgl. S. 13, Ziff. 1.5 dieses Berichts). Nach Ansicht dieser Aufsichtsbehörde werden solche Beschwerden häufig eingereicht, um das Verfahren zu verzögern. Der Vorentwurf der schweizerischen Strafprozessordnung und andere kantonale Strafprozessordnungen sehen im Übrigen kein solches Beschwerderecht vor.

Zu betonen ist, dass dieses Beschwerderecht Situationen betrifft, die das mit der Angelegenheit befasste Gericht ohnehin überprüfen muss. In der Tat muss dieses Gericht, durch seinen Präsidenten, seine Zuständigkeit von Amtes

wegen überprüfen und die Wiedereröffnung der Untersuchung anordnen, wenn die Untersuchung schwere Mängel aufweist oder die Bedingungen für eine Einstellung des Verfahrens verwirklicht sind (vgl. Art. 171 Abs. 2 Bst. a StPO). Dieses Beschwerderecht ist daher unnütz.

Ad Art. 167 Abs. 1, 1. Satz, (Fakultative Anwesenheit des Gerichtsschreibers an den Verhandlungen)

Artikel 167 Abs. 1, 1. Satz, wird geändert, um darin eine Ausnahme vom Grundsatz der gleichen Besetzung des Gerichts (Richter und Gerichtsschreiber) während der Abschnitte des Hauptverfahrens (Verhandlung, Beratung, Abstimmung) einzuführen. Der Entwurf bestimmt so, dass der Gerichtsschreiber nicht mehr verpflichtet ist, an der Verhandlung teilzunehmen; wie bereits erwähnt, wird eine Sekretärin das Protokoll der Verhandlung führen können.

Ad Art. 196 Bst. c StPO (Beschränkung des Beschwerderechts auf Geschädigte nach OHG)

Artikel 196 Bst. c StPO wird auf Vorschlag des Kantonsgerichts anlässlich seines Rechenschaftsberichts für das Jahr 2003 geändert (vgl. S. 13 f., Ziff. 1.5 dieses Berichts). Mit der Beschränkung des Beschwerderechts des Geschädigten auf Personen, die im Sinne des OHG geschädigt sind, sollen Missbräuche verhindert werden. Geschädigt im Sinne des OHG sind jene Personen, die durch die Straftat in ihrer körperlichen, sexuellen oder psychischen Integrität unmittelbar beeinträchtigt worden sind. Die Beschränkung des Beschwerderechts auf diese Personen ist gerechtfertigt, da nach Ansicht des Kantonsgerichts nur das Opfer im Sinne des OHG Anspruch auf besonderen Schutz, d.h. auf Einlegung eines Rechtsmittels (Einsprache, Beschwerde an die Strafkammer, Wiederaufnahme, Berufung, ...), hat. Im Übrigen ist nicht ausser Acht zu lassen, dass die Verteidigung des allgemeinen Interesses der Staatsanwaltschaft obliegt.

2.2 Ad Art. 2 des Entwurfs *Änderung des Gesetzes über die Kantonspolizei*

Artikel 2 führt einen neuen Absatz 5 in Artikel 33 des Gesetzes vom 15. November 1990 über die Kantonspolizei (PolG; SGF 551.1) ein. Es handelt sich um einen Absatz, der auf die Spezialgesetzgebung über die DNA-Profile verweist. Angesprochen werden hiermit nur bestimmte Fälle: Massnahmen zur Identifizierung mittels DNA-Profilen, die die Kantonspolizei von sich aus zu treffen befugt ist. Es wird sich dabei hauptsächlich um Ermittlungsmassnahmen ausserhalb von Strafverfahren (vgl. z.B. Identifizierung von Opfern von Naturkatastrophen) handeln.

Zu bemerken ist, dass die Kantonspolizei bereits heute für diese Art von Massnahmen zuständig ist (vgl. Aufzählung von Beispielen in Artikel 33 Abs. 1 PolG). Der Vorbehalt, wie er durch den Entwurf in Artikel 33 Abs. 5 PolG eingeführt werden soll, rechtfertigt sich dennoch, da die Bedingungen und Modalitäten der Intervention der Kantonspolizei in diesem Bereich ausschliesslich durch Bundesrecht und gegebenenfalls durch eine Verordnung des Staatsrats geregelt sein werden. Die Erstellung von DNA-Profilen von Toten oder von Personen, die über ihre Identität keine Auskunft geben können, muss auf der

Grundlage von Artikel 6 des Bundesgesetzes erfolgen; auch wird die Polizei nach der Identifizierung die Vernichtung der von der betreffenden Person entnommenen Proben veranlassen müssen (vgl. Art. 9 Abs. 1 Bst. d des Bundesgesetzes).

2.3 Ad Art. 3 des Entwurfs *Änderung des Gesetzes zur Ausführung der Bundesgesetzgebung über den Strassenverkehr*

Den im Entwurf enthaltenen Vorschlägen zufolge würden die Kompetenzen hinsichtlich der Feststellung der Fahrunfähigkeit im Gesetz vom 12. November 1981 zur Ausführung der Bundesgesetzgebung über den Strassenverkehr (AGSVG; SGF 781.1) festgelegt werden. Der (geltende) Artikel 21 AGSVG muss an das neue, weiter oben bereits erörterte Bundesrecht angepasst werden.

Im Wesentlichen sind die Kompetenzen wie im heutigen Recht verteilt zwischen den Polizeibeamten, den Offizieren der Gerichtspolizei und den Untersuchungsrichtern, je nach Wichtigkeit der beabsichtigten Massnahme. Die Bedingungen, die diese Massnahmen zulassen, ergeben sich aus dem Bundesrecht.

Wie bereits erwähnt, ist die neue Bundesgesetzgebung bereits in Kraft; sie wird seit dem 1. Januar 2005 angewendet.

2.4 Ad Art. 4 des Entwurfs *Änderung des Gesetzes über den Fonds für die Bekämpfung der Drogenabhängigkeit*

Die Gesetzgebung über die Teilung eingezogener Gegenstände und Vermögenswerte muss im Gesetz vom 13. Februar 1996 über den Fonds für die Bekämpfung der Drogenabhängigkeit (SGF 821.44.4) vorbehalten werden (vgl. Art. 1 Abs. 4 dieses Gesetzes in der vorgeschlagenen Fassung). Ausserdem ist es angebracht, Artikel 3 Abs. 2 dieses Gesetzes aufzuheben. Es wird, wie erwähnt, Sache des Staatsrats sein, das global anzuwendende Verfahren zum Vollzug der Bundesgesetzgebung und des kantonalen Gesetzes über diesen Spezialfonds (vom Gerichtsschreiber zu übermittelnde Informationen, zuständige Organe für die Überweisung der Beträge an den Bund, an die Staatskasse oder an die Fonds für die Bekämpfung der Drogenabhängigkeit) formell in einer Verordnung zu regeln.

2.5 Ad Art. 5 des Entwurfs *Inkrafttreten*

Die in diesem Entwurf vorgesehenen Änderungen sollten formell am 1. Januar 2006 in Kraft treten, auch wenn, wie dargelegt, mehrere Bestimmungen aufgrund des Inkrafttretens der Bundesgesetze vor diesem Datum materiell bereits in Kraft sind.

Wir beantragen Ihnen, diesen Gesetzesentwurf anzunehmen.

Loi

du

modifiant certaines dispositions de procédure pénale

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message du Conseil d'Etat du 5 juillet 2005;
Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1 Procédure pénale

Le code du 14 novembre 1996 de procédure pénale (CPP; RSF 32.1) est modifié comme il suit:

Art. 54 al. 1, 1^{re} phr.

¹ Le procès-verbal est dicté par l'autorité et rédigé séance tenante. (...).

Art. 87 Victimes

Les règles de la législation sur l'aide aux victimes d'infractions sont réservées, notamment celles qui concernent la protection de la personnalité, le droit de la victime d'une infraction contre l'intégrité sexuelle d'exiger son audition par une personne du même sexe qu'elle, le droit de se faire accompagner par une personne de confiance, le droit de refuser de déposer sur des faits qui concernent sa sphère intime, l'audition des enfants et la confrontation entre les prévenus et ceux-ci.

Art. 125 al. 4

⁴ Les dispositions réglant la confiscation et le partage des valeurs patrimoniales confisquées sont réservées.

Gesetz

vom

zur Änderung verschiedener strafprozessualer Bestimmungen

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 5. Juli 2005;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1 Strafprozess

Die Strafprozessordnung vom 14. November 1996 (StPO; SGF 32.1) wird wie folgt geändert:

Art. 54 Abs. 1, 1. Satz

¹ Das Protokoll wird von der Behörde diktiert und unverzüglich verfasst. (...)

Art. 87 Opfer

Vorbehalten bleiben die Vorschriften der Gesetzgebung über die Hilfe an Opfer von Straftaten, insbesondere diejenigen über den Persönlichkeitsschutz, das Recht der Opfer von Straftaten gegen die sexuelle Integrität, die Einvernahme durch Angehörige des gleichen Geschlechts zu verlangen, ihr Recht, sich von einer Vertrauensperson begleiten zu lassen, ihr Recht, Aussagen zu Fragen zu verweigern, die ihre Intimsphäre betreffen, die Anhörung von Kindern und die Gegenüberstellung von Kindern und Beschuldigten.

Art. 125 Abs. 4

⁴ Die Bestimmungen über die Einziehung und die Teilung von eingezogenen Vermögenswerten bleiben vorbehalten.

Art. 132 b) Compétence spéciale

Un officier de police judiciaire peut, en cas de forts soupçons, ordonner un contrôle d'urine ou une prise de sang.

Art. 133a (nouveau) d) Circulation routière

Les mesures visant au constat de l'incapacité de conduire sont régies par la législation sur la circulation routière.

Section 9a (nouvelle)

9a. Analyse d'ADN

Art. 133b (nouveau)

¹ Le prélèvement et l'analyse d'ADN ainsi que la destruction des échantillons d'ADN et l'effacement d'office des profils d'ADN sont régis par la législation sur les profils d'ADN.

² L'article 140 al. 3 est réservé.

Art. 134

¹ La surveillance de la correspondance par poste et télécommunication est régie par la législation fédérale.

² L'autorité compétente pour ordonner la surveillance est le juge d'instruction; la décision doit être soumise pour approbation au président de la Chambre pénale.

³ La Chambre pénale est compétente pour se prononcer sur la licéité et la proportionnalité de la surveillance.

⁴ Les dispositions des alinéas 1 à 3 s'appliquent par analogie à l'utilisation d'appareils techniques de surveillance.

Art. 135 à 138

Abrogés

Art. 140 al. 3

³ Le juge d'instruction ordonne, si nécessaire, une autopsie, une biopsie, la conservation de tout ou partie du cadavre ou un prélèvement d'ADN.

Art. 132 b) Besondere Zuständigkeit

Ein Offizier der Gerichtspolizei kann bei dringendem Tatverdacht eine Urinuntersuchung oder die Entnahme einer Blutprobe anordnen.

Art. 133a (neu) d) Strassenverkehr

Die Massnahmen zur Feststellung der Fahrunfähigkeit werden durch die Strassenverkehrsgesetzgebung geregelt.

Abschnitt 9a (neu)

9a. DNA-Analyse

Art. 133b (neu)

¹ Die DNA-Probenahme und DNA-Analyse sowie die Vernichtung der DNA-Proben und die Löschung der DNA-Profile von Amtes wegen werden durch die Gesetzgebung über die DNA-Profile geregelt.

² Artikel 140 Abs. 3 bleibt vorbehalten.

Art. 134

¹ Die Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs wird durch die Bundesgesetzgebung geregelt.

² Der Untersuchungsrichter ist die zuständige Behörde für die Anordnung der Überwachung; die Verfügung muss dem Präsidenten der Strafkammer zur Genehmigung unterbreitet werden.

³ Die Strafkammer ist zuständig, um über die Rechtmässigkeit und Verhältnismässigkeit der Überwachung zu befinden.

⁴ Die Bestimmungen der Absätze 1–3 gelten sinngemäss für die Benützung von technischen Überwachungsgeräten.

Art. 135–138

Aufgehoben

Art. 140 Abs. 3

³ Der Untersuchungsrichter ordnet wenn nötig die Autopsie, eine Biopsie, die Aufbewahrung des ganzen Leichnams oder eines Teils davon oder eine DNA-Probenahme an.

Art. 160 al. 2

² La décision de renoncer à la poursuite peut faire l'objet d'un recours à la Chambre pénale; l'ordonnance pénale ne peut faire l'objet que d'une opposition.

Art. 161 al. 1 let. c et d (nouvelle)

[¹ Le juge d'instruction, ou dans les affaires de sa compétence le préfet, peut décider le classement de l'affaire:]

- c) lorsque l'adresse du prévenu reste inconnue;
- d) dans les cas prévus par la législation sur l'aide aux victimes d'infractions.

Art. 166

Abrogé

Art. 167 al. 1, 1^{re} phr.

¹ La composition du tribunal doit demeurer la même pendant les débats, les délibérations et le vote; cette règle ne s'applique pas au greffier pour la phase des débats. (...).

Art. 196 let. c

[A qualité pour agir:]

- c) le lésé, s'il est victime au sens de l'article 2 de la loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions, dans les limites fixées à l'article 197;

Art. 202 al. 2 let. e (nouvelle)

[² Ne peuvent pas faire l'objet d'un recours:]

- e) les décisions de renvois en jugement.

Art. 203 al. 2

² Le délai est toutefois de trente jours en cas de recours contre une décision de renoncement à la poursuite.

Art. 160 Abs. 2

² Gegen den Entscheid, auf die Strafverfolgung zu verzichten, kann bei der Strafkammer Beschwerde geführt werden; der Strafbefehl kann nur mit einer Einsprache angefochten werden.

Art. 161 Abs. 1 Bst. c und d (neu)

[¹ Der Untersuchungsrichter oder, in den Angelegenheiten, für die er zuständig ist, der Oberamtmann kann die Nichtweiterverfolgung der Angelegenheit verfügen:]

- c) wenn die Adresse des Beschuldigten nicht ermittelt werden kann;
- d) in den in der Gesetzgebung über die Hilfe an Opfer von Straftaten vorgesehenen Fällen.

Art. 166

Aufgehoben

Art. 167 Abs. 1, 1. Satz

¹ Das Gericht muss Verhandlung, Beratung und Abstimmung in der gleichen Besetzung durchführen; diese Regel gilt nicht für den Gerichtsschreiber in der Phase der Verhandlung. (...).

Art. 196 Bst. c

[Rechtsmittel können einlegen:]

- c) die geschädigte Person, in den Grenzen von Artikel 197, wenn sie Opfer im Sinne von Artikel 2 des Bundesgesetzes über die Hilfe an Opfer von Straftaten ist;

Art. 202 Abs. 2 Bst. e (neu)

[² Die Beschwerde ist ausgeschlossen gegen:]

- e) Überweisungsverfügungen.

Art. 203 Abs. 2

² Bei Beschwerden gegen einen Verzicht auf die Strafverfolgung beträgt die Frist jedoch dreissig Tage.

Art. 2 Police cantonale

La loi du 15 novembre 1990 sur la Police cantonale (RSF 551.1) est modifiée comme il suit:

Art. 33 al. 5 (nouveau)

⁵ L'identification au moyen de profils d'ADN est régie par la législation spéciale.

Art. 3 Circulation routière

La loi du 12 novembre 1981 d'application de la législation fédérale sur la circulation routière (LALCR; RSF 781.1) est modifiée comme il suit:

Art. 21 Constatation de l'incapacité de conduire

¹ Les mesures visant à constater l'incapacité de conduire sont ordonnées par le juge d'instruction, un officier de police judiciaire ou les agents de la Police cantonale, conformément aux dispositions ci-après.

² Les tests préliminaires et le contrôle de l'alcoolémie au moyen d'un éthylomètre sont de la compétence de la Police cantonale.

³ Le juge d'instruction ou un officier de police judiciaire est compétent:

- a) pour ordonner un examen du sang;
- b) pour ordonner de recueillir les urines;
- c) pour libérer le médecin de l'obligation de procéder à un examen dans les cas prévus par le droit fédéral.

Art. 4 Fonds pour la lutte contre les toxicomanies

La loi du 13 février 1996 instituant un fonds pour la lutte contre les toxicomanies (RSF 821.44.4) est modifiée comme il suit:

Art. 1 al. 4 (nouveau)

⁴ Le partage, entre le canton, la Confédération et les Etats étrangers, des objets et valeurs patrimoniales confisqués et des créances compensatrices est régi par la législation spéciale.

Art. 2 Kantonspolizei

Das Gesetz vom 15. November 1990 über die Kantonspolizei (SGF 551.1) wird wie folgt geändert:

Art. 33 Abs. 5 (neu)

⁵ Die Identifizierung mittels DNA-Profilen wird durch die Spezialgesetzgebung geregelt.

Art. 3 Strassenverkehr

Das Gesetz vom 12. November 1981 zur Ausführung der Bundesgesetzgebung über den Strassenverkehr (AGSVG; SGF 781.1) wird wie folgt geändert:

Art. 21 Feststellung der Fahrunfähigkeit

¹ Die Massnahmen zur Feststellung der Fahrunfähigkeit werden vom Untersuchungsrichter, einem Offizier der Gerichtspolizei oder von den Beamten der Kantonspolizei gemäss den nachfolgenden Bestimmungen angeordnet.

² Für die Vortests und die Kontrolle der Alkoholkonzentration mit Hilfe einer Atem-Alkoholprobe ist die Kantonspolizei zuständig.

³ Der Untersuchungsrichter oder ein Offizier der Gerichtspolizei ist zuständig für:

- a) die Anordnung einer Blutuntersuchung;
- b) die Anordnung der Sicherstellung von Urin;
- c) die Entbindung des Arztes von der Untersuchungspflicht in den im Bundesrecht vorgesehenen Fällen.

Art. 4 Fonds für die Bekämpfung der Drogenabhängigkeit

Das Gesetz vom 13. Februar 1996 über den Fonds für die Bekämpfung der Drogenabhängigkeit (SGF 821.44.4) wird wie folgt geändert:

Art. 1 Abs. 4 (neu)

⁴ Die Teilung eingezogener Gegenstände und Vermögenswerte einschliesslich Ersatzforderungen unter Kanton, Bund und ausländischen Staaten wird durch die Spezialgesetzgebung geregelt.

Art. 3 al. 2

Abrogé

Art. 5 Entrée en vigueur

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 3 Abs. 2

Aufgehoben

Art. 5 Inkrafttreten

Der Staatsrat bestimmt das Inkrafttreten dieses Gesetzes.